Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 149 (2004)
Heft: 3

Artikel: Dissuasion ou guerre? : Remarques sur les campagnes contre l'Irak
Autor: Brunner, Dominique
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-346358

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 03.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Dissuasion ou guerre? Remarques sur les campagnes contre l'Irak

A la veille de la campagne contre l'Irak visant la chute du régime totalitaire de Saddam Hussein, déclenchée le 20 mars 2003, on pouvait s'interroger sur l'opportunité du recours à la guerre. La menace, autrement dit la dissuasion, ne permettrait-elle pas d'atteindre le même but? Le débat mené avant la décision des Américains et de leurs alliés d'attaquer, débat confus et émotionnel, a rendu difficile, voire empêché une analyse différenciée des possibilités en la matière.

Col EMG Dominique Brunner

Nous n'insisterons pas sur le fait que, de toutes façons, nombre de représentants de la politique et autres commentateurs des grands événements ne sont guère en mesure de porter des jugements subtils quand il en va de la stratégie. Laissons donc parler deux éminents stratèges de l'ère nucléaire, Henry Kissinger et André Beaufre.

«*In Nixon's first term I had learned that one must not relax pressure when the opponent is weakening. The right strategy is to combine two seemingly contradictory courses: to maintain pressure and to show the adversary a way out of his growing dilemma*» (Henry Kissinger). «La dissuasion vise à empêcher un adversaire de prendre la décision d'utiliser ses armes ou, plus généralement, d'agir ou de réagir en présence d'une situation donnée, par un ensemble de dispositions représentant une menace suffisante. C'est donc un résultat psychologique que l'on recherche par le moyen d'une menace. Ce résultat psychologique procède de la combinaison d'un calcul comparant le risque couru avec l'enjeu et des craintes produites par les risques et les inconnues du conflit. Mais la notion de dissuasion se diversifie en de nombreuses catégories selon sa portée et les moyens utilisés. Si la dissuasion se limite à empêcher un adversaire de déclencher sur soi-même une action que l'on redoute, son effet est défensif, tandis que si elle empêche un adversaire de s'opposer à une action que l'on veut faire, son effet est alors offensif.» Et une dernière citation pour illustrer la portée de la dissuasion à l'âge nucléaire: «Cette stratégie est en effet l'élément déterminant de la stratégie nucléaire, laquelle constitue la clef de voûte de l'édifice militaire d'aujourd'hui.» (général André Beaufre).

De quoi dépend la dissuasion?

La menace ou la dissuasion peut donc être considérée, non seulement comme une phase préliminaire à l'exécution de la menace, mais encore comme l'opposé de la guerre qui consiste à mettre à exécution la menace. Une dissuasion efficace apparaît a priori moins onéreuse que le combat pour imposer sa volonté. Cependant, une dissuasion crédible suppose une capacité de coercition, cela veut dire la possession d'armes qui, évidemment, ont un coût. La dissuasion peut prévenir la guerre, pratiquement l'exclure. Je m'empresse d'ajouter qu'il s'agit, en l'occurrence, de la dissuasion nucléaire. Celle-ci est efficace, car elle repose sur une menace terrible, des destructions que l'on peut calculer avec précision et, c'est essentiel, auxquelles on n'échappe pas.

Les relations entre les Grands, les Etats-Unis et l'Union soviétique, à l'époque de la guerre froide (depuis la guerre de Corée jusqu'en 1989/1991), plus précisément de la confrontation Est-Ouest, l'ont prouvé: ils ne se sont pas combattus directement, malgré leur rivalité et les contradictions de leurs systèmes politiques. Notons enfin, pour clore ces remarques sur la dissuasion nucléaire, que cet effet de dissuasion dépend d'un haut degré de rationalité des acteurs concernés. Il n'est pas évident que certaines nouvelles puissances nucléaires soient à la hauteur de ces exigences!

La dissuasion est un phénomène éminemment psychologique. Il en va de même pour la guerre. Gaston Bouthoul l'a définie de façon exhaustive en tant que «lutte sanglante et armée entre groupes organisés». Ouvrons ici une parenthèse. Cette définition fait de l'effet immédiat de la guerre le critère décisif: la guerre entraîne des pertes humaines et des destructions matérielles. D'où il apparaît que la guerre est une «institution destructrice» qui a pour fonction de corriger une éventuelle «démographie galopante», c'est-à-dire rétablir un certain équilibre entre la croissance de la population et les ressources disponibles. Remarquons que l'efficacité de ce mécanisme ainsi que d'autres «institutions destructrices» semble avoir notablement diminué aux cours des dernières cinquante années, ce dont témoigne la croissance de la population mondiale. Elle a doublé en l'espace de quarante ans, passant de trois milliards d'individus en 1960 à 6,1 milliards d'individus au début du XXIe siècle! Les répercussions climatiques qui inquiètent et d'autres changements de nature écologique sont notamment imputables aux hommes et à leur reproduction effrénée. Dans ces conditions, toute idéologie ou religion qui n'exige pas un contrôle des naissances rigoureux favorise la guerre qu'elle prétend désapprouver...

Retournant au point de départ, nous sommes amenés à reconnaître que le régime de Saddam Hussein, plus précisément, la petite clique qui détenait le pouvoir n'était guère en mesure de juger objectivement sa situation. Les commentaires, avant la dernière guerre, ne se sont que rarement attardés à récapituler les enseignements de la campagne de 1991, causée par la brutale invasion du Koweït par l'Irak.

Le missile Patriot, *engagé contre les* SCUD *irakiens pendant la première guerre du Golfe.*

Des manœuvres troublantes

Le régime a apparemment conçu une manœuvre de diversion destinée à troubler les Américains. En avril 1990, il fait appel au roi d'Arabie saoudite pour qu'il prie l'administration américaine de transmettre à Israël une déclaration de l'Irak, que ce dernier ne songe pas à attaquer Israël, s'il n'est pas lui-même attaqué par Israël. Bien que les Américains ne saisissent pas vraiment le mobile du tyran, ils usent de leur influence et peuvent donner au dictateur une réponse satisfaisante...

A la mi-juillet 1990, le service de renseignement militaire des Etats-Unis découvre la présence d'une division blindée irakienne au nord de la frontière du Koweït. En moins de deux semaines, l'armée irakienne va masser huit divisions à proximité du Koweït. Le 25 juillet, Saddam Hussein déclare à l'ambassadrice des Etats-Unis qu'il a décidé de suivre le conseil du Président égyptien et qu'il va parler au gouvernement du Koweït. Les Américains et leurs partenaires arabes se félicitent de cette nouvelle évolution et en déduisent que le risque de guerre s'estompe. Le 1er août, pourtant, il n'y a plus de doute possible pour les spécialistes des services de renseignement américains: une armée irakienne impressionnante est sur le point d'attaquer son voisin, le Koweït. Ce que Henry Kissinger a appelé «des idées préconçues»

produit ses effets, même dans cette situation: des personnalités du monde arabe continuent à espérer qu'il s'agit d'un bluff de Saddam, et même des responsables de haut rang aux Etats-Unis partagent cette illusion.

Lorsque, le 2 août 1990, l'offensive irakienne est déclenchée pour aboutir sans coup férir à l'occupation du Koweït, le réalisme reprend le dessus. Bientôt pourtant, d'aucuns sont victimes d'une nouvelle illusion: l'épreuve force décisive – la guerre – pourrait être évitée par l'appel à la raison et des sanctions décrétées par la communauté internationale. Notons une grande exception: le Président américain, Bush père, a conclu très tôt que Saddam devait être combattu militairement. Tout est tenté pour persuader les responsables du régime de retourner au *statu quo ante*, c'est-à-dire d'évacuer le Koweït: la pression, la menace, les promesses, l'isolement quasi total de l'agresseur (contrairement à ce qui s'était produit durant la guerre entre l'Irak et l'Iran de 1980 à 1988, où plusieurs puissances occidentales avaient soutenu l'Irak par des livraisons d'armes quand l'Iran faisait mine de prendre le dessus), le fait que l'Union soviétique s'est ralliée au Conseil de sécurité ne suffisent pas à amener le régime à reconsidérer ses décisions.

Au contraire, l'agresseur se fait toujours plus intraitable, ce dont témoigne l'utilisation comme «boucliers humains» d'otages étrangers et l'exploitation de «médiateurs», plus ou moins sincères, comme *utili idioti*.

L'épreuve de force inévitable

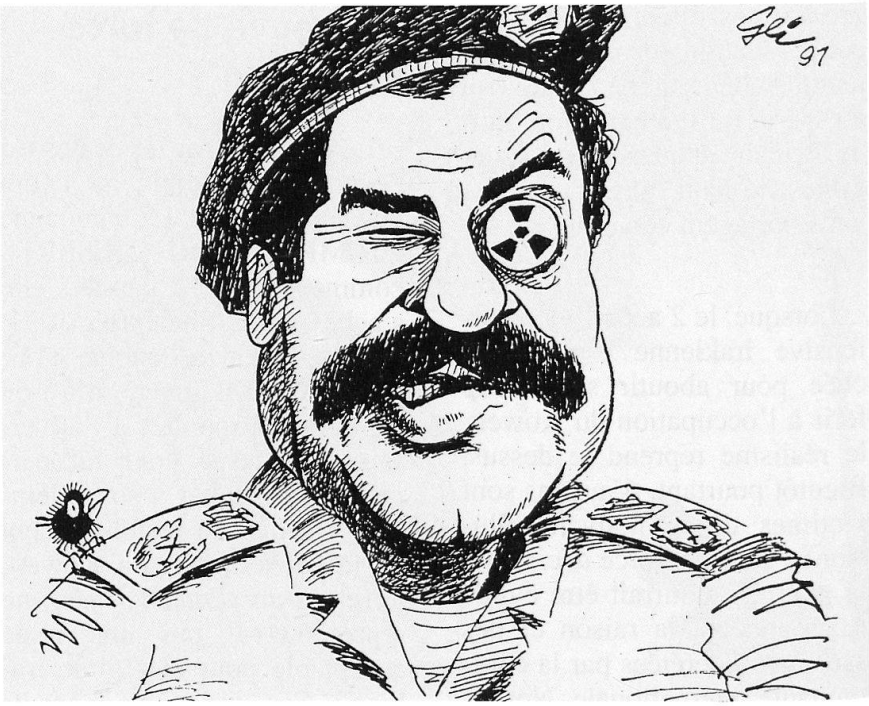
La décision par les armes est devenue inéluctable au début de l'année 1991. La campagne «TEMPETE DU DESERT» commence le 17 janvier, elle s'achève à la fin février 1991. La dissuasion a échoué. Pour reprendre Kissinger, n'a-t-on pas réussi à montrer à l'adversaire une issue pour lui permettre l'échapper à son dilemme? Ou bien le rétablissement de la souveraineté du Koweït, le retour au *statu quo ante*, ne représente-t-il pas une issue acceptable pour le régime irakien? Ses dirigeants sont-ils aveugles pour ne pas reconnaître que le sort de leur armée est scellé si elle s'oppose à la puissante coalition entraînée par les Américains? Croient-ils que leurs forces armées sont formidables, ce que de nombreux d'experts en Occident admettent. Début août 1990, le général Schwarzkopf estime après tout qu'une offensive pour la libération du Koweït exigera une préparation de huit à douze mois. Il est probable que des éléments de tous ces facteurs jouent un rôle, mais la mégalomanie du tyran, la perte du sens des réalités, s'ajoutant aux initiatives diplomatiques fébriles de certains, nourrit sans doute l'illusion que l'Irak pourra échapper à la défaite.

Pendant les hostilités (38 jours de campagne aérienne, 100 heures d'offensive au sol), l'Irak renonce à utiliser des armes chimiques, qu'il détient à coup sûr, ce qui représente un succès dissuasif incontestable de la coalition. En revanche, la tentative des Irakiens de ralentir les alliés en incendiant des puits de pétrole, forme particulière de la tactique de la terre brûlée, apparaît comme une méthode militairement inutile et, en même temps, un indice de panique. Une fois la défense de l'espace aérien irakien mise hors combat et les liaisons interrompues, le sort des divisions irakiennes faisant face à la coalition est scellé: elles sont détruites et mises en fuite par l'aviation et l'artillerie alliées.

Rétrospectivement, il apparaît que l'armée irakienne ne s'est pas remise de cette catastrophe, ni moralement, ni matériellement. Les unités de la Garde républicaine se révèlent tout juste capables d'écraser les soulèvements de Kurdes et de Shiites, ce qui va inciter les Américains et les Britanniques à établir des zones de vol interdites à l'aviation irakienne, protégeant notamment les Kurdes.

On sait que les alliés qui agissent sur la base de décisions du Conseil de Sécurité de l'ONU visant la libération du Koweït reculent devant la perspective de poursuivre leur offensive en direction de Bagdad. Or, c'est la solution qui s'impose, liquider la dictature bassiste. Le tyran et ses nombreux sbires restent donc en place. Les puissances se contentent d'appliquer des sanctions économiques, qui frappent toujours principalement des innocents, pas les fauteurs de guerre. Il va sans dire que le régime ne va en rien modifier son attitude. Le drame ou plutôt les péripéties des contrôles de l'ONU concernant les efforts de ce pays en matière armes ABC,

que le régime cherche à entraver par tous les moyens, le démontrent suffisamment. Il faut ajouter que, depuis l'occupation de l'Irak, les preuves ne sont pas apparues qui étayeraient l'accusation selon laquelle le régime poursuivait jusque dans un passé récent des développements d'armes de destruction massive. Il vrai qu'un ancien inspecteur de l'ONU a depuis rappelé qu'il faut beaucoup de temps pour s'assurer irréfutablement de l'absence de preuves. Et le fait demeure que, dans les années 80, l'Irak disposait d'armes chimiques, qu'il les a utilisées contre l'Iran et contre sa propre population, que Saddam Hussein voulait se procurer des armes atomiques et que des efforts sérieux ont été entrepris dans ce sens.



Une carricature valable pour les deux guerres du Golfe.

Liquidation tardive du régime baassiste

Au cours de l'année 2002, la résolution des responsables américains se confirme: résoudre le problème irakien, dans le cadre de la campagne contre le terrorisme notamment islamique, déclenchée par les attentats du 11 septembre 2001. Dès 1991 après «DESERT STORM», les forces armées américaines ont planifié une telle intervention. En septembre 2002, le Président des Etats-Unis, parlant devant l'ONU, ne cache pas son intention d'en finir avec Saddam et son régime. Mais l'opinion publique retient de ses propos avant tout l'allusion aux ambitions notamment nucléaires de l'Irak. Cela ne va pas manquer de prêter à conséquence! Le problème suscité par l'Irak résulte de la nature même de son régime, du «casier judiciaire» de ce régime: domination brutale de la majorité du peuple irakien, déclenchement de deux guerres se soldant par des centaines de milliers de victimes (la guerre contre l'Iran a causé plus d'un million de morts et blessés dans les deux camps), tentative de mettre au point une panoplie atomique qui aurait fait peser une lourde menace dans la région.

Certes, le Conseil de sécurité de l'ONU décide, après avoir longuement hésité, d'inviter fermement l'Irak à se soumettre à de nouvelles inspections. Mais à mesure que la volonté des Etats-Unis s'affirme d'agir avec détermination, l'attitude négative de la majorité du Conseil de sécurité apparaît au grand jour, de même que la mobilisation de la rue marquée par un pacifisme primaire, notamment en Europe. Cela doit avoir pour effet de renforcer la confiance du régime dans ses chances de survie.

Les dirigeants irakiens sont-ils conscients des dangers que l'exécution des intentions des Américains constitue pour leur pouvoir? Ou bien misent-ils toujours sur l'opposition internationale aux plans des Etats-Unis et de leurs alliés; de récentes informations semblent l'indiquer. Sous-estiment-ils la détermination des Etats-Unis, malgré des préparatifs militaires qui ne peuvent pas leur échapper? Ou bien surestiment-ils l'effet de la mobilisation des masses dans les pays arabes que prédisent nombre d'observateurs? Se font-ils des illusions quant à la valeur de leur armée? Ou alors comptent-ils sur la poursuite de la lutte à l'échelon inférieur de la guérilla, après avoir perdu la bataille au niveau classique ou conventionnel? Les Américains et leurs alliés sont sans doute

en mesure de répondre à ces questions pour avoir interrogé des représentants du régime.

Il semble clair que la dissuasion a, une fois encore, échoué, à moins que le régime ait abandonné tout espoir de se maintenir au pouvoir et, à instar de nombreux tyrans, choisi la devise «Après nous le déluge». Dans de telles conditions, la dissuasion était impossible. Après environ quatre semaines, toute résistance organisée de l'armée irakienne cesse. Les pertes des alliés sont inférieures à 200 tués. Les pertes civiles se montent à moins de 4000 tués, ce qui témoigne de la précision des bombardements de l'aviation américaine et infirme les pronostics dramatiques de certains milieux. La guerre «pro- pre» n'existe naturellement pas, puisque la guerre se caractérise par des pertes, physiques et matérielles; on est loin néanmoins des hécatombes que causaient encore récemment les interventions de l'aviation. Les troupes irakiennes, quant à elles, sont plus durement touchées.

Les problèmes de l'occupation et du maintien de l'ordre sont sous-estimés

Les opérations correspondant à la guerre conventionnelle, classique aboutissent à une victoire incontestable de la coalition. Mais cela ne suffit pas! Certes, la dictature a été renversée, résultat essentiel qui, à lui seul, justifie l'emploi de la force, contrairement à l'opinion de ceux qui ferment les yeux sur l'échec de l'ONU dans la plupart des crises dangereuses après la guerre de Corée. En revanche, à l'hiver on n'est pas parvenu à pacifier le pays. Cela tient essentiellement à trois facteurs.

D'abord, il y a une conséquence de décennies de dictature inhumaine, la régression de la moralité et du sens civique, la corruption étant, outre la crainte, la base du pouvoir. Ensuite il y a la tendance au fanatisme de nombreuses parties de la population et le rôle néfaste de prédicateurs qui donnent raison au slogan des marxistes selon lequel la religion est «l'opium du peuple». Enfin, il y a des effectifs de troupes manifestement insuffisants – quelque 150000 soldats depuis l'été – pour imposer l'ordre et la sécurité, compte tenu des facteurs précités et, de plus, dans un vaste territoire. Qui a commandé des troupes d'infanterie (j'ai commandé le régiment d'infanterie 22 et connaît l'engagement de l'infanterie pour avoir étudié diverses campagnes significatives) sait que le contrôle d'agglomérations requiert des effectifs importants. De plus, les alliés se sont empressés de hâter le retour à une vie normale pour la population, ce qui n'a pas manqué de favoriser les desseins des agents de la dictature et des fanatiques islamistes. Ainsi un climat d'insécurité s'est établi.

Pourtant, il serait faux de dramatiser les pertes subies par la coalition. De fin avril à début novembre 2003, 250 soldats sont tombés. Il est indiqué de se rappeler ce que la guerre représente, le service d'ordre aussi. En Bosnie, on a compté 200000 morts dans la récente guerre civile; 1,2 million au Rwanda, les victimes du massacre perpétré par des milices Hutu en 1994 se comptent par centaines de milliers de Tutsi; entre 1945 et 2000, les guerres ont causé la mort quelque 19 millions de personnes... Citons finalement Churchill: «En douze jours nous avons perdu 13500 hommes à Alamein (octobre/novembre 1942), mais le premier jour de l'offensive de la Somme près de 60000 (1916).» Ces remarques devraient rétablir le sens des proportions quant aux pertes résultant d'événements guerriers.

En résumé: c'était une erreur fondamentale de laisser en suspens la question irakienne (je l'ai affirmé en 1991 dans plusieurs articles); c'était une erreur essentielle de sous-estimer les effectifs nécessaires pour imposer la stabilisation du pays. Cette erreur peut et doit être corrigée.

D.B.